

# Faut-il tourner le dos aux investissements directs étrangers ?

Les récentes circulaires du Premier ministre relatives à la nouvelle réglementation qui régit les investissements directs étrangers dans notre pays continuent de susciter les commentaires les plus divers et surtout les appréhensions des investisseurs étrangers potentiels. L'Etat algérien en «resserrant les boulons», veut-il se passer des IDE ? Les nouvelles exigences vis-à-vis de ces derniers sont en effet assez contraignantes :

- Balance devises excédentaire (l'investisseur étranger doit «faire rentrer plus de devises dans le pays qu'il n'en sort».)
- Impôts sur les dividendes
- Capital détenu à 51% au moins par des opérateurs nationaux (même si ce taux est atteint par la réunion d'actionnaires algériens publics et privés)
- Mobilisation du financement de l'IDE sur le marché bancaire algérien. Les commentateurs concluent à une indifférence sinon carrément à un rejet de l'IDE par les pouvoirs publics algériens.

L'observation est certainement exagérée même si elle peut effectivement laisser perplexe quand on connaît la concurrence qui règne entre les pays du Sud pour attirer les IDE, la place que ces IDE occupent dans l'économie mondiale et le rôle qu'ils peuvent jouer dans les pays du Sud qui ont fait d'investissements, de technologie et de savoir-faire.

## Un peu d'histoire

Une première remarque : nous avons déjà eu l'occasion de produire l'analyse qui suit. Nous la rappelons pour aider à lire les nouvelles décisions des autorités algériennes et en évaluer les conséquences en termes de stratégie de croissance et de développement économiques.

Les décennies 60 et 70 ont été marquées, comme nous le savons, par une hostilité ouverte de la plupart des pays du Sud envers les

firmes multinationales. L'Investissement direct étranger (IDE) était perçu comme le vecteur de la pire exploitation que pouvaient subir les travailleurs et les richesses des pays du Sud de la part du capitalisme mondial. Rappelons-nous les théories du «centre» exploiteur et de la «périphérie» exploitée chères notamment à Samir Amin ou encore celles de «l'échange inégal» d'Emmanuel. Bref, le développement économique ne pouvait être que le «compter-sur-soi» et la stratégie du «self-reliance» faisait florès. Depuis les années 1980, l'échec des modèles de développement de type soviétique et le triomphe de l'économie de marché ont entraîné un changement d'analyse y compris chez les «experts» et autres spécialistes des économies en développement et la plupart des gouvernements des pays du Sud tendent de plus en plus à faire des IDE une composante de leurs stratégies de développement et des firmes multinationales, des partenaires efficaces pour la diffusion du progrès technique. Leur préoccupation n'est plus de combattre les grandes entreprises internationales mais bien au contraire, celle de savoir comment faire pour attirer leurs investissements sur le territoire, comment faire de celui-ci un site attractif des IDE. Et les statistiques corroborent cette nouvelle stratégie des pays du Sud. Entre 1986 et 1990, les pays du Sud recevaient 18% des flux mondiaux d'IDE. En 2001 et 2002, ils en recevaient 25%. En 2005, près de 30%. Et ces chiffres sont déplorés par les pays du Sud qui les trouvent insuffisants par rapport à leurs besoins. «L'IDE constitue aujourd'hui la principale composante des flux de capitaux en direction des pays en développement. En 1980, l'IDE représentait 6% du total des entrées de capitaux dans les pays en développement. En 1990, 25% et en 2005, 60%. La crise financière de 1994-1995, la crise financière asiatique de 1997-1998,

et bien sûr, un peu plus tôt, la crise de la dette latino-américaine (Brésil) des années 1980 ont montré, aux yeux de ces gouvernements du Sud que les IDE étaient plus stables que les autres formes de flux de capitaux privés (investissements de portefeuille (spéculatifs) ; prêts bancaires...). Les IDE pour le pays hôte ne sont pas seulement, soulignent les experts, un rapport financier non générateur de dette. Ils sont aussi un transfert de technologie, un accès à des informations sur les marchés internationaux, une intégration au processus de mondialisation. Ainsi, l'idée selon laquelle les IDE constituent un «paquet» de ressources, qui peut agir comme catalyseur de développement pour le pays hôte, s'est imposée malgré quelques résistances irréductibles d'anticapitalistes purs et durs. Bien évidemment, il ne faut pas se leurrer : les IDE correspondent et traduisent d'abord les nouvelles stratégies des multinationales dans leur conquête de nouveaux marchés et dans leur recherche de taux de profit les plus élevés possibles : les délocalisations, les processus d'outsourcing, d'externalisation sont d'abord et avant tout des réponses des multinationales à la crise de l'accumulation capitaliste. Mais les IDE peuvent aussi être, aujourd'hui plus qu'hier, des vecteurs de croissance pour les pays du Sud. Précisons tout de suite : sous certaines conditions. Il faut d'abord que le pays hôte ait une réelle capacité d'absorption, c'est-à-dire un contexte économique local qui permet de tirer bénéfice de l'IDE. Et les éléments constitutifs de ce contexte favorable concernent en premier lieu le capital humain et pour être plus précis, les niveaux de formation et de qualification des collectifs de producteurs locaux et qui doivent être élevés. Une capacité d'apprentissage locale suffisante est une condition nécessaire pour assimiler localement les technologies introduites par les multinationales.

«Lorsque le retard technologique du pays hôte est grand, les multinationales vont opérer dans des enclaves et les retombées sur la productivité des entreprises locales seront bien limitées.» Pour capter les externalités des IDE, il faut que le pays hôte dispose d'un capital humain et d'infrastructures de base importantes. De plus, l'IDE sous forme de simples filiales de la multinationale, tournée vers le seul marché local, sans connexion avec l'entreprise mère qui, elle, est intégrée aux réseaux mondiaux, diffusera peu d'effets technologiques, managériaux, etc. dont pourrait profiter l'entreprise locale.

Le pays hôte doit, ici, mettre en place un cadre réglementaire qui permet la fluidité filiale-maison mère et qui ne doit pas isoler la filiale dans le seul contexte local. Une autre condition et non des moindres, pour que l'IDE soit utile et efficace pour le pays hôte, est celle qui a trait au climat des affaires locales : la corruption, l'absence de législation claire sur la propriété, le non-respect de la concurrence diminuent considérablement l'effet positif de l'IDE sur le pays d'accueil.

Pour résumer, trois observations :

1/ Les pays du Sud, et parmi eux, ceux qui ont l'ambition de devenir des économies émergentes, ont intérêt à attirer sur leurs territoires le maximum d'IDE.

## Et l'attractivité se construit

2/ Les IDE n'apportent pas par eux-mêmes et ne contiennent pas en eux-mêmes le développement économique, le progrès technologique et l'amélioration de la productivité de l'économie d'accueil.

Pour tirer bénéfice des IDE, cette dernière doit remplir des prérequis : législation sur la propriété claire et transparente ; lutte déterminée contre la corruption ; formation d'un capital humain local et soutien à la



Par **Abdelmadjid Bouzidi**  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

recherche-innovation. Il y aura alors partenariat «win-win» («gagnant-gagnant»).

3/ L'IDE ne doit pas être vu comme simple apport de capitaux (ce dont certains pays peuvent se passer à l'image de l'Algérie d'aujourd'hui). **L'IDE, c'est surtout le transfert de technologie, c'est l'accès aux marchés extérieurs, c'est l'accès à l'information internationale, c'est l'intégration par le haut à la mondialisation de l'économie.** Il faut, bien entendu, y aller mais bien préparé, dans le cadre d'une stratégie appropriée qui répond aux contraintes que vit le pays d'accueil et qui maximise les gains espérés, en sachant bien que les IDE ont aussi un coût pour le pays hôte.

Chercher à minimiser ce coût par une législation appropriée, un choix judicieux des investisseurs et une transparence dans les actes de partenariat, c'est cette démarche que doit adopter l'Algérie et non pas celle qui consisterait à tourner le dos aux IDE, grisée par une aisance financière toute relative et bien éphémère.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par **Hakim Laâlam**

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com

# Cette fois-ci, wallah, juré, c'est pas comme les fois d'avant !

Le bouquet ENTV s'enrichit de deux nouvelles chaînes. Saint Coran et Tamazight TV. Comment faire pour les capter.

Se chopper une grosse dépression!

Mohamed Tegua préside la commission nationale de surveillance de l'élection présidentielle. Pardon, j'allais oublier. Mohamed Tegua préside la commission nationale indépendante. C'est le genre de truc qu'il ne faut surtout pas oublier, l'indépendance d'une commission de surveillance désignée par l'un des candidats, hein ? Donc, Monsieur Tegua vient de déclarer que cette fois-ci, pour ce scrutin, tout a été prévu pour qu'il n'y ait pas de pépins. Avant de rajouter : «Nous travaillons de telle sorte que certains travers relevés lors des précédents votes ne se reproduisent plus.» Des traveeeeeeers ? Mais quels travers, Monsieur Tegua ? Y a jamais eu de travers lors des dernières élections en Algérie. Ni aux législatives. Ni à la présidentielle de 2004. Ce sont vos prédécesseurs à la tête de la toujours très indépendante CNISEL qui nous l'ont tous affirmé. Les uns après les autres. En bon ordre. Dans une queue d'où aucun

cheveu ne dépassait. Alors ? D'où tenez-vous cette «bombe» ? Informez-nous ! Donnez des noms, citez des faits ! C'est trop important pour que nous soyons ainsi privés de la vérité. D'autant que là, ce n'est pas un opposant ou un nihiliste professionnel qui s'avance à parler d'anomalies lors d'un scrutin. C'est une voix officielle. Je vous avoue que depuis que je vous ai entendu à la radio, je suis tout troublé. Je ne peux m'empêcher de revoir dans ma tête les images montrant Zerhouni, scrutin après scrutin, vote après vote, monter à la tribune le vendredi, tapoter le micro pour s'assurer qu'il est bien branché au courant (sic) et déclarer immuablement ceci : «Nous sommes heureux de dire que cette élection s'est déroulée dans d'excellentes conditions, et qu'aucune anomalie n'a été enregistrée.» Plus grave encore que Zerhouni qui, lui, est déjà assez grave dans le genre, il y a le Conseil constitutionnel. Et dire que ce conseil a avalisé tous les scrutins sans ciller. Ah ! S'ils avaient su ce que sait Monsieur Tegua. Pourquoi n'avez-vous pas parlé plus tôt, Monsieur Tegua ? Nous aurions... ri plus tôt ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com



Nouvelle **Skoda Octavia**  
La nouvelle berline haut de gamme

1.9 TDI 105 ch à **1 249 000** DA\*  
\* Prix licence Moudjahidines. Disponible en stock  
Prix TTC 1 599 000 DA. Taxe sur véhicule neuf incluse



**SOVAC**  
Société Algérienne de Vente Automobile

Route de Draïa - El Achour

Commercial 021 21 21 21  
Disponible sur tout le réseau SOVAC